

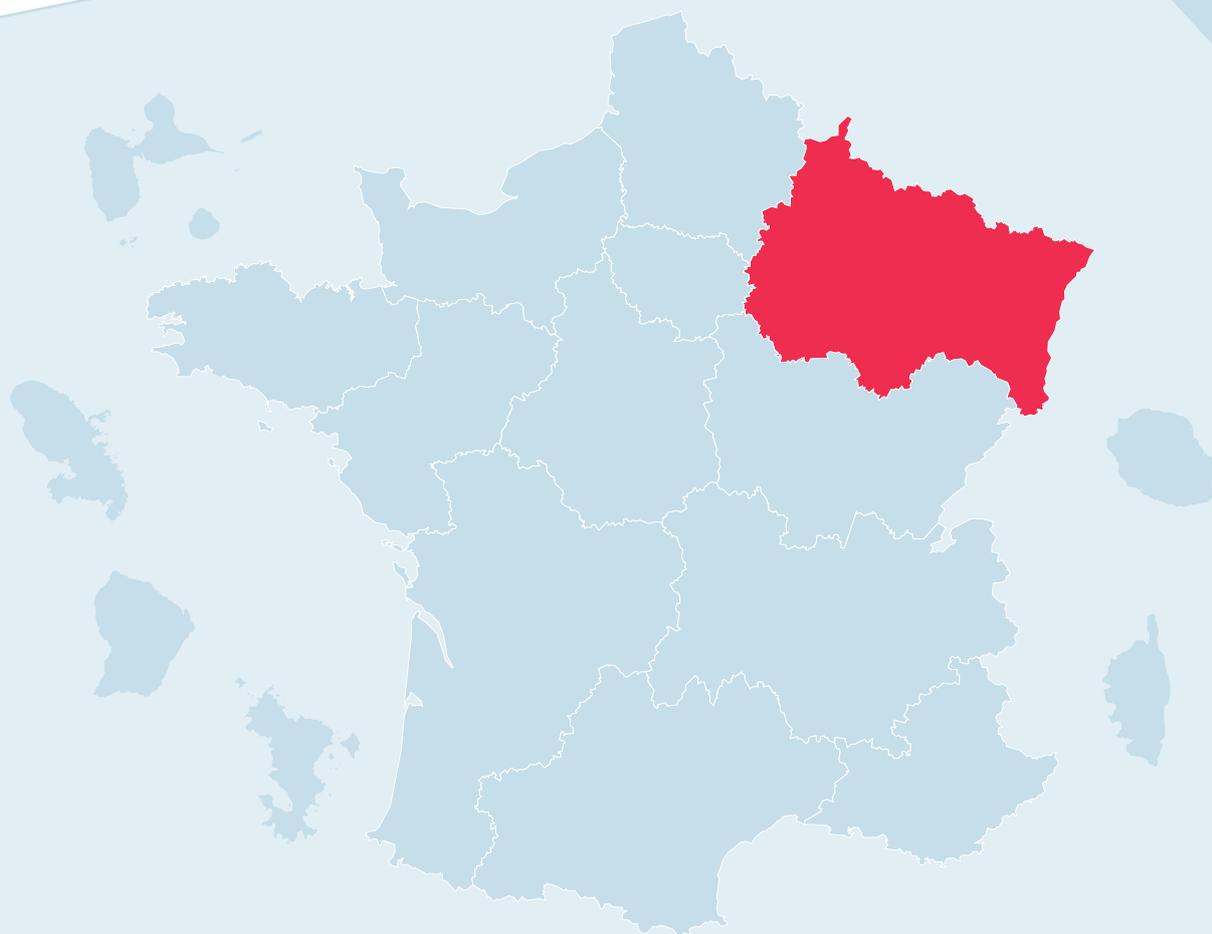


FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE ET EMPLOI

# Monographies régionales



Avril 2020



R É G I O N  
G R A N D - E S T





# RÉGION GRAND EST

## SOMMAIRE

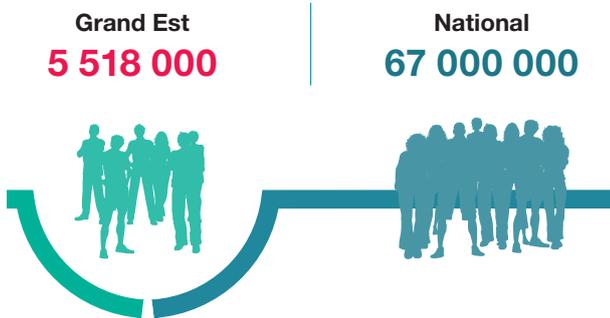
DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES .....	3
INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE .....	5
PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS .....	8
BUDGETS .....	10
PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT) .....	12
DERNIERES ACTUALITES .....	15

La collecte des données contenues dans ce document est arrêtée en décembre 2019.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

## POPULATION

Nombre d'habitants en 2019



## SECTEURS D'ACTIVITÉ

Nombre d'emplois - 1<sup>er</sup> trimestre 2019



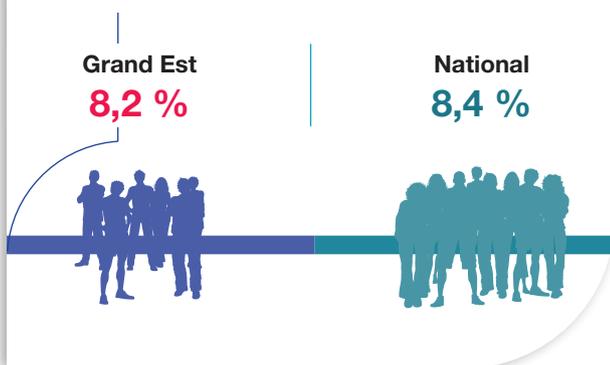
SECTEURS TERTIAIRE MARCHAND

SECTEURS INDUSTRIE

SECTEURS TERTIAIRE NON MARCHAND

## TAUX DE CHÔMAGE 1<sup>er</sup> trimestre 2019

% de la population active



## DEMANDEURS D'EMPLOI

Nombre en juillet 2019



## PRESTATAIRES DE FORMATION

	Grand Est	National
Organismes de formation	<b>5 747</b> en 2016	<b>68 000</b> en 2016
CFA	<b>103</b> en 2018	<b>936</b> en 2018/2019

## EFFECTIFS D'APPRENTIS

Nombre en 2018

	Grand Est	National
Effectifs d'apprentis	<b>40 499</b>	<b>448 100</b>

## BUDGET GLOBAL

Évolution du budget de la région en millions d'euros

Année	2017	2018	2019
Budget global	<b>2 558,2</b>	<b>2 580</b>	<b>2 920,5</b>

## BUDGET FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

En 2019 en millions d'euros



## DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

POPULATION ET EMPLOI	REGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
POPULATION TOTALE	5 548 000 au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	5 518 000 au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 (Estimation)	-0,54%	67 000 000 au 1 <sup>er</sup> janvier 2019
POPULATION ACTIVE	2 608 368 en 2015	2 589 531 en 2016	2,53%	30 70 000 en 2019
dont 16-25 ans	Non renseigné	283 282 en 2016		2 780 000 en 2017
DEMANDEURS D'EMPLOI (catégories A, B et C)	459 710 (juillet 2018)	452 200 (juillet 2019)	-1,63%	5 78 700 (juillet 2019)
Moins de 25 ans	60 190 (juillet 2018)	59 210 (juillet 2019)	-1,63%	7 282 019 (juillet 2019)
25-49 ans	280 490 (juillet 2018)	273 540 (juillet 2019)	-2,48%	3 551 400 (juillet 2019)
50 ans ou plus	119 030 (juillet 2018)	119 450 (juillet 2019)	0,35%	1 519 100 (juillet 2019)
TAUX DE CHOMAGE (% de la population active)	9,4 % au 1 <sup>er</sup> trimestre 2017	8,5 % au 1 <sup>er</sup> trimestre 2018		9,2 % au 1 <sup>er</sup> trimestre 2018
dont 15-24 ans	22 %	19,5 %	-	20,1 %
dont 25-49 ans	8,5 %	8,1 %	-	8,2 %
dont 50-64 ans	6,5 %	6,1 %	-	6,2 %

Sources : Insee, DARES, Oref Grand Est

SECTEURS D'ACTIVITES POUR LA REGION	LIBELLE	NB D'EMPLOI / %	AU NIVEAU NATIONAL
SECTEURS GENERIQUES au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2019  (en milliers)	Secteur marchand	828	12 465,5
	Tertiaire non marchand	666,4	8046,4
	Industrie	311,1	3159,2
PRINCIPAUX SECTEURS en 2015			
Secteur 1	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	12,8 %	12,7 %
Secteur 2	Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	10,5 %	12,7 %
Secteur 3	Fabrication d'autres produits industriels	8,1 %	5,9 %

Source : Insee

MÉTIERS EN TENSION	DANS LA REGION	NATIONAL
	<p>Secteurs du commerce, de l'industrie et des services :</p> <p>Dans le commerce, les tensions concernent principalement les métiers de commercial, responsable/manager de rayon, de département, responsable/directeur de magasin.</p> <p>Dans l'industrie, plusieurs secteurs assez proches sont concernés par des problèmes de recrutement : l'automobile-aéronautique et autres matériels de transport, la mécanique-métallurgie et les équipements électriques et électroniques, des secteurs d'activité spécifiques à la région.</p> <p>Dans les services et en particulier l'ingénierie-R&amp;D et les activités informatiques, les tensions concernent principalement les postes techniques, d'ingénieurs ou les postes de commerciaux.</p>	<p><a href="http://www.leguidedesmetiers.com/metiers/secteur-metiers-en-tension/76">http://www.leguidedesmetiers.com/metiers/secteur-metiers-en-tension/76</a></p>

Source: [leguidedesmetiers.com](http://www.leguidedesmetiers.com)

## INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE

### LES ORGANISMES DE FORMATION

		REGION			NATIONAL
		Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
NOMBRE D'OF		5 667 en déc.2015	5 747 en déc.2016	+1,1%	68 000 en 2016
NOMBRE DE STAGIAIRES AYANT BENEFICIE D'UNE FORMATION COMMANDITEE PAR LE CONSEIL REGIONAL EN 2016	Formations commandées par les Conseil régionaux	Non renseigné	70 769 en 2016	-	576 243 en 2016
	Formations commandées et rémunérées par les Conseil régionaux	25 482 en 2016	20 337 en 2017	-20,19%	222 921 en 2017

Sources : Annexe au projet de loi de finances 2018

### APPRENTISSAGE

	REGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
Nombre CFA	103 en 2017	103 en 2018		936 (CFA/SA) en 2018/2019
Montant de la dépense pour l'apprentissage (en milliers d'euros)	155 731 en 2016	152 695 en 2017	-1,95%	1 786 833 en 2017
Effectif d'apprentis	38 181 en 2016/2017	40 499 en 2018/2019	6,07%	417 606 en 2016/2017
Nb de contrats d'apprentissage	24 459 en 2015	25 563 en 2016	4,51%	290 282 en 2016

Source : RERS, DARES PoEm, Loi de Finances pour 2019

### PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ

La France a lancé en 2004 une nouvelle politique industrielle. Les pôles de compétitivité ont été créés pour structurer des réseaux sur une thématique donnée, en associant des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique.

Cinquante-six pôles de compétitivité recensés en France en 2019.

## CINQ PÔLES DE COMPETITIVITE DANS LA REGION GRAND EST

- **Le pôle « Materialia »** : Matériaux, Procédés et Solutions
- **Le pôle « Industries et Agro-Ressources »** : Agriculture / Agroalimentaire, Bioressources, Énergie, Matériaux
- **Le pôle « Xylofutur »** : Bioressources, Industries du bois, Matériaux
- **Le pôle « Fibres Énergivie »** : Écotechnologies / Environnement, Matériaux
- **Le pôle « BioValley »** : Biotechnologies / Santé

Source : <http://competitivite.gouv.fr/>

## CAMPUS DES METIERS ET DES QUALIFICATIONS

Depuis le 1er août 2018, 17 nouveaux campus ont été labellisés, s'ajoutant aux 78 déjà existants.

Le territoire national compte désormais 95 Campus des métiers et des qualifications dans des champs d'activités très divers.

### SEPT CAMPUS DES METIERS DANS LA REGION GRAND EST.

#### Campus des métiers et des qualifications Eco-Construction et efficacité énergétique

- Territoire : Communauté urbaine de Strasbourg (dont Illkirch Graffenstaden)
- \_ Secteurs professionnels Bâtiment (construction et maintenance), énergies, travaux publics, architecture, services liés au bâtiment
- \_ Filière(s) de formation : Bâtiment, travaux publics, matériaux de construction, bois et dérivés, services administratifs et financiers

#### Campus des métiers et des qualifications Procédés et matériaux innovants

- Territoire : Châlons-en-Champagne, Reims, Ardennes et partie Nord de la région
- Secteurs professionnels : Fonderie, forge, sous-traitance automobile, conception de nouveaux matériaux (pour l'automobile, la médecine, le bâtiment, etc.)
- Filière(s) de formation : Métallurgie, fonderie, plastiques et composites, mécanique, systèmes électroniques numériques, outillage, traitement des matériaux, métallurgie

#### Campus des métiers et des qualifications Énergie et maintenance

- Territoire: Vallée de la Fensch (vallée européenne des matériaux et de l'énergie). Zones de Thionville-Hayange-Knutange
- Pôles de compétitivité : Materialia : développement et industrialisation de matériaux polyvalents et de nouveaux procédés, développement de nouvelles fibres et de nouveaux matériaux à base notamment de polymères biosources.
- Secteurs professionnels : Matériaux et énergie
- Filière stratégique visée par le redressement productif : Éco-industries
- Filière(s) de formation : Productique, maintenance industrielle, chaudronnerie, électrotechnique

#### **Campus des métiers et des qualifications Matériaux composites et plastiques**

- Territoire : Le territoire "transfrontalier" de la Moselle-Est (sur les régions de la Sarre et de la Lorraine) constitue une caractéristique particulièrement intéressante du Campus, qui s'appuie notamment sur les objectifs stratégiques de la coopération Sarre-Lorraine en formation professionnelle transfrontalière, élaborés en commun. Les communes de Creutzwald (France) et de Uberhern (Allemagne) seront le siège d'un parc d'activités franco-allemand au cœur du Campus ainsi que la plateforme chimique de Carling.
- Secteurs professionnels : Plasturgie (injection, extrusion, composites, thermoformage), Éco-industries, Composites et matériaux innovants
- Filière(s) de formation : Plastiques et composites (du bac pro au BTS industries plastiques Europlastic), Sciences et génie des matériaux (DUT), Chimie (DUT et licence professionnelle), Éco-conception en plasturgie et composites (licence professionnelle)

#### **Campus des métiers et des qualifications Bois**

- Territoire : Épinal (Vosges) : axe Remiremont et Neufchâteau
- Secteurs professionnels : Exploitation de la ressource, construction, matériaux de construction, meuble, énergies
- Filière(s) de formation : Bâtiment (construction et maintenance), matériaux de construction, bois et dérivés, exploitation forestière, ébénisterie

#### **Campus des métiers et des qualifications Agroalimentaire**

- Territoire : Alsace - Grand Est
- Secteurs professionnels : Industries alimentaires, agro-industries
- Filière(s) de formation : Agroalimentaire, biotechnologie, conduite et pilotages de systèmes industriels

#### **Campus des métiers et des qualifications Bioraffinerie végétale et biotechnologies industrielle**

- Territoire : Champagne - Ardenne
- Secteurs professionnels : Chimie et biotechnologies
- Filière(s) de formation : Agro-ressources végétales, biotechnologies, numérique, maintenance et sciences économiques

Source : [Ministère de l'Éducation nationale, 2018](#)

## PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS

### CONSEIL REGIONAL

<b>Groupe Majoritaire Politique</b>	Les républicains
<b>Président</b>	Jean ROTTNER
<b>Vice-Présidentes</b>	Christine GUILLEMY, Vice-présidente en charge de la formation initiale, des lycées et de l'apprentissage  Valérie DEBORD, Vice-présidente en charge de l'emploi et de la formation professionnelle

### COMMISSIONS

<b>Commission Education, Formation, Emploi</b>	
Présidente	Véronique MARCHET
Vice-Présidentes	Evelyne ISINGER et Marie-Louise KUNTZ
<b>Commission en charge de l'apprentissage</b>	
Présidente	Atissar HIBOUR
<b>Commission en charge du développement économique</b>	
Président	Sylvain WASERMAN

### DIRECTIONS GENERALES

<b>Direction Général Des Services</b>	
Directeur	Nicolas PERNOT
Contact	Tél. : 03 88 15 68 67
<b>Direction Général Adjoint (Développement et valorisation des potentiels)</b>	
Directeur	Claire COUDRY-LAMAIGNERE
Contact	Tél. : 03 88 15 68 67

### DIRECTION FORMATION ET APPRENTISSAGE

<b>Direction de la formation pour l'emploi</b>	
Directrice	Claire COUDY-LAMALGNERE (par intérim)
Contact	Tél. : 03 88 15 69 50

Source : Conseil régional

## SERVICES DE L'ÉTAT

Fonction	Nom	Prénom	Téléphone (std)
Préfet de région	MARX	Jean-Luc	03 88 21 67 68
SGAR	GOURTAY	Blaise	03 88 21 67 68
DIRECCTE	NOTTER	Isabelle	03 88 15 43 00
Recteur	HUART	Jean-Marc	03 83 86 20 20

## INSTANCES ET OPÉRATEURS RÉGIONAUX

L'ÉTAT ET LA RÉGION ONT DÉCIDÉ D'UN COMMUN ACCORD D'INTERNALISER LES MISSIONS ET LES PERSONNELS DES CARIF-OREF AU SEIN DU CONSEIL RÉGIONAL GRAND EST AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018.

### CARIF-OREF

#### Conseil régional Grand Est

*Région Grand Est - Service Orientation tout au long de la vie et accompagnement des publics*

Directeur : Emmanuel JOURNOT

Région Grand Est - Direction de l'Éducation, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles- Service Etudes Système d'Information Missions OREF

Directeur : Olivier LETZELTER

Site internet : <https://www.grandest.fr/>

## BUDGETS

### BUDGETS CONSOLIDES

BUDGETS 2017/2018/2019

En Millions d'euros

	Dépenses totales			Formation professionnelle et apprentissage			Enseignement		
	Dépenses			Dépenses			Dépenses		
	totales	Fonctionnement	Investissement	totales	Fonctionnement	Investissement	totales	Fonctionnement	Investissement
2017	2 558,2	1 928,9	629,3	377,9	367	10,9	479,7	336,5	143,2
2018	2 580	1923,6	656,4	345,9	333	12,9	490,3	341,3	149
2019	2 920,5	1974,4	946,1	415,3	390,2	25,1	505,1	341,3	163,8

Source : DGCL

### AUTRES FINANCEURS EN REGION

En Millions d'euros

	REGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
FONDS FPSPP	Non renseigné	Non renseigné	-	872 M€ en 2015
FONDS EUROPEENS	Non renseigné	83 M€ en 2017	-	280 M€ en 2016
BUDGET FPA DES REGIONS (en millions d'euros)	345,9 en 2018	415,3 en 2019	20,29%	4 388 en 2019

Source : DGCL, FPSPP, Loi de finances pour 2019

**BUDGET PRIMITIF 2019**

Voté le 22 janvier 2019- les chiffres ci-dessous sont extraits de la délibération de la Région

Le budget 2019 de la Région Grand Est s'élève à 3,2 milliards d'euros dont **1,135 milliard d'euros pour la jeunesse, l'emploi et la formation.**

**BUDGET PRIMITIF DE LA REGION POUR L'EXERCICE 2018 (en euros)**

Libellé	Recettes	Dépenses
Fonctionnement	2 367,901 M€	1 860,613 M€
Investissement	181,3 M€	627,7 M€
Total	2 549,207 M€	2 488,313 M€

**Capacités d'engagement**

Libellé	BP 2018	BP 2019	Evol°
Formation professionnelle et apprentissage		10 954 000 (AP) 524 804 467 (AE) 520 465 096 (CP)	
Fonctionnement			
Investissement			
Enseignement		106 071 915 (AP) 137 952 000 (AE) 573 654 280 (CP)	
Fonctionnement			
Investissement			
Action économique (développement économique)		167 995 000 (AP) 89 035 000 (AE) 192 385 316 (CP)	
Fonctionnement			
Investissement			

Source : Conseil régional, 2018

## PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT)

### CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015-2020

#### Alsace : contrat de plan Etat-Région 2015-2020

Le montant total inscrit dans le CPER 2015-2020 s'élève à 836 M€ dont :

État : 394 M€, Région Alsace : 254 M€ et le solde venant des autres collectivités (départements et grandes villes).

Les grands axes :

- Emploi
- Enseignement supérieur, recherche et innovation
- Numérique
- Innovation, filière d'avenir et usine du futur
- Transition écologique et énergétique
- Mobilité multimodale

Volet Emploi (9,4 M€ dont 4,7 M€ Etat)

- Renforcement l'observatoire régional de l'emploi et de la formation (3,2 M€ dont 1,4 M€ Etat)
- Mise en réseau des acteurs et à leur professionnalisation dans le cadre d'un centre d'animation de recherche d'information sur la formation (2,7 M€ dont 0,7 M€ Etat).
- Engagements de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) notamment d'un plan de formation des salariés en insertion et de la mobilisation de l'offre de service d'Action pour les conditions de travail en Alsace.
- Développement des clauses d'insertion et de l'égalité professionnelle femme-homme.

Volet Enseignement supérieur, recherche et innovation (76,3 M€ dont 37,3 M€ Etat)

- Enseignement supérieur, recherche et innovation en articulation avec les projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA), dont le bilan actuel est très favorable en Alsace (1,3 Milliards d'euros engagés) et de l'opération Plan Campus doté de 375 M€.

#### Champagne-Ardenne : contrat de plan Etat-Région 2015-2020

L'Etat et la Région intervenant respectivement à hauteur de 306,5 et 308,8 millions d'euros, le contrat de plan Etat-Région 2015-2020 s'articule autour de sept volets thématiques :

- la mobilité durable,
- l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation,
- la Transition écologique et énergétique
- le numérique
- les filières d'avenir et l'usine du Futur
- le volet territorial
- l'emploi est abordé au sein d'un volet spécifique et de manière transversale dans ces thématiques

Volet Enseignement, Recherche et Innovation

- soutenir les actions de structuration initiées dans la précédente période
- construction de la COMUE « Université de Champagne »
- rénovation de l'immobilier universitaire rémois
- création du Grand Campus.

Volet emploi

- accompagner le développement des entreprises du territoire ;
- faciliter l'accès et le retour à l'emploi des jeunes, des chômeurs de longue durée, et des personnes en situation de handicap;
- améliorer la fluidité du marché du travail local en travaillant notamment sur les métiers d'avenir et la mixité des filières de formation et des métiers ;
- contribuer à la sécurisation des parcours professionnels, notamment par le développement des conseils en orientation et l'accès à la formation ;
- améliorer les diagnostics de territoires, de filières et de secteurs professionnels.

**Lorraine : contrat de plan Etat-Région 2015-2020**

L'accord politique entre l'Etat et la Région, va permettre de mobiliser à parité un montant contractualisé de 370,131 M€ sur la période. Trois objectifs déclinés en volets :

- compétitivité et efficacité de l'économie lorraine,
- développement durable et transition écologique et énergétique,
- attractivité régionale et développement équilibré de tous les territoires lorrains.

Volet Emploi, formation, orientation, insertion : les principales orientations

- Améliorer la connaissance des territoires, des filières ou des secteurs avec l'appui du GIP LorPM, de l'ARACT ...
- Soutenir la mise en place de la réforme du SPRO
- Sécuriser les parcours professionnels des personnes fragilisées sur le marché du travail
- Identifier et accompagner les entreprises concernées par les mutations économiques, appuyer le déploiement des usines du futur et accompagner la transition écologique et énergétique.

*2 décembre 2016* : signature d'un avenant aux Contrats de Plan État-Région (CPER) 2015-2020 qui traduit une implication accrue de l'État et de la Région à l'échelle de la région Grand Est.

Source : Base FAR Centre Inffo, 2019

**CPRDFOP 2018-2022 : PERFORMANCE GRAND EST**

L'objectif de ce contrat de plan régional de développement de la formation et l'orientation professionnelles (CPRDFOP) est que chaque habitant du Grand Est puisse avoir accès à une offre de qualité en termes de formation et d'orientation professionnelles.

Chiffre clé : 50 000 bénéficiaires de la formation continue.

Parce que formation, emploi et compétitivité sont aujourd'hui indissociables, la Région Grand Est a choisi de nommer ces travaux: **PERFORMANCE GRAND EST**. Cette feuille de route se construit en collaboration avec l'Etat et les partenaires sociaux, mais aussi le grand public.

La stratégie finale définit les actions à mettre œuvre afin d'aider les travailleurs à trouver ou retrouver un emploi, développer au mieux les compétences et le niveau de qualification des habitants du Grand Est, anticiper les besoins de ses entreprises afin de former une main d'œuvre qualifiée et assurer une compétitivité toujours plus forte sur le territoire.

Trois objectifs :

- Analyser et anticiper : identifier les métiers de demain, anticiper les besoins en compétences des entreprises et des territoires pour proposer une offre de service performante.
- Conseiller et informer : permettre à chacun de trouver facilement l'information et l'accompagnement utiles pour construire un parcours professionnel réussi.
- Former et insérer : proposer des formations adaptées aux besoins du monde économique permettant à chacun(e) d'acquérir de nouvelles compétences, d'apprendre un nouveau métier pour (re)trouver l'emploi, évoluer, se reconvertir.

Sources : Base Far, Centre Inffo 2019 et Conseil régional, 2019

### **PACTE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES (CONVENTION D'AMORÇAGE)**

La Région Grand Est a approuvé, lors de sa séance plénière du 29 mars 2018, la mise en œuvre d'un Plan d'Investissement des Compétences (PIC), déclinaison du Grand Plan d'Investissement 2018-2022, lancé par l'Etat.

Doté d'une enveloppe de 57 millions d'euros, ce plan a pour objectif de mettre en place des formations complémentaires au Programme Régional de Formation afin d'anticiper les besoins futurs des entreprises. Ces formations permettront aux demandeurs d'emploi de s'engager dans des parcours répondant aux évolutions de l'économie régionale.

Ainsi, à partir des besoins exprimés par les partenaires régionaux, la Région Grand Est a construit avec Pôle Emploi un plan structuré autour de 4 axes :

- Des formations de remise à niveau : 1 700 places
- Des formations préparant à l'alternance : 1 050 places sont prévues dans les SAS préparatoires à l'entrée en alternance notamment en apprentissage en France ou en Allemagne
- Des formations visant des secteurs porteurs d'emploi : 8 826 places sont prévues dans les domaines d'activité tels que le numérique, le très Haut Débit, le commerce, l'industrie, l'hôtellerie/restauration/tourisme, les services à la personne, l'agriculture, la viticulture, le transport/logistique, le sport, l'animation, l'artisanat...
- Des formations à destination de l'emploi transfrontalier : 1 100 places sont prévues pour des actions de professionnalisation ou de qualification en réponse aux besoins de recrutement des entreprises allemandes, luxembourgeoises et belges ainsi que des actions linguistiques (allemand, luxembourgeois, anglais).

Le Pacte d'investissement dans les compétences 2019-2022 a été signé le 7 janvier 2019.

Source : Base FAR et Conseil régional, 2019

### **SPRO**

Le SPRO Grand Est est inscrit dans le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP-Performance Grand Est)

Les élus du Conseil régional du Grand Est, réunis en Séance plénière du 22 juin 2018 sous la présidence de Jean Rottner, ont approuvé la Charte du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) Grand Est 2018-2022 au titre de la politique orientation, formation professionnelle, jeunesse et apprentissage.

Source : Région grand Est, 2019

## DERNIERES ACTUALITES

### La « Mission bois emploi » du Grand Est met en place une gestion prévisionnelle inter-territoriale des emplois et des compétences

Les acteurs de la filière forêt bois et le réseau des Maisons de l'emploi du Grand Est ont lancé le 25 novembre une Gestion prévisionnelle inter-territoriale des emplois et des compétences. Le but : répondre aux tensions que connaît aujourd'hui cette filière dans une des régions de France où elle est la plus dynamique.

C'est en face d'un panorama de forêts, dans les locaux d'une scierie familiale de la vallée de la Bruche (Bas-Rhin), que l'interprofession Fibois Grand Est et les huit Maisons de l'emploi (MDE) de la région ont choisi de lancer lundi 25 novembre 2019 une Gestion prévisionnelle inter-territoriale des emplois et des compétences (GePiETC).

Présentée comme une première en France, cette « Mission bois emploi » doit permettre de répondre aux tensions que connaît cette filière dans la région, où elle est forte de plus de 11 000 entreprises de dimensions variées et de près de 55 000 emplois. Pour Patrick Roger, représentant des MDE du Grand Est, ce dispositif permettra de former pour ensuite employer localement, notamment dans le domaine de la construction bois en essor. La GePiETC doit durer deux ans.

#### ADEQUATION ENTRE EMPLOIS ET COMPETENCES

Siat, l'entreprise choisie pour ce lancement, compte 330 salariés. Comme souhaitent le montrer les acteurs réunis ce lundi, les métiers qu'elle abrite sont très précis et entrent aujourd'hui dans une logique robotisée, loin de l'image d'Épinal du bûcheron seul en forêt avec sa tronçonneuse évoquée à plusieurs reprises pendant l'événement. Comme dans beaucoup d'autres secteurs industriels, une meilleure adéquation des emplois et des compétences est ici recherchée.

Pour ce faire, deux programmes complémentaires sont prévus. Un « *observatoire dynamique* » devra permettre de suivre les besoins des entreprises concernées, tandis qu'un « *plan d'actions stratégiques* » sera coordonné avec elles, en lien avec le réseau des huit MDE. Deux autres structures, le Cnam et le Campus des métiers et qualifications bois, s'ajouteront à ce réseau et à Fibois dans le cadre de la GePiETC. Quatre thématiques, chacune pilotée par une ou deux des MDE, ont été arrêtées pour ce travail de recherche de compétences : l'ameublement, la construction, l'innovation et la production. Elles devront à chaque fois mobiliser de 30 à 50 entreprises dans un premier temps.

#### MAILLAGE TERRITORIAL

Si le temps envisagé pour toute la GePiETC est de deux ans, les douze premiers mois seront consacrés à des expérimentations et à la mise en place d'« *axes prioritaires* ». Le maillage territorial des formations est notamment ciblé. Pascal Triboulot, vice-président temporaire de Fibois Grand Est et initiateur du Campus des métiers et qualifications bois, note ainsi un nécessaire « *rééquilibrage* » entre départements, suite à la fusion des trois anciennes régions du Grand Est en 2015. Il relève cependant que l'actuelle Région concentre en soi la totalité des thématiques et niveaux de formation de la filière. Prenant l'exemple du saut technologique que connaissent certains métiers, il souligne par ailleurs l'utilité d'« *élever les compétences des acteurs actuels et futurs* ».

Cette GePiETC, d'un coût global d'environ 500 000 euros, s'inscrit dans un cadre plus large, celui des Territoires d'innovation de grande ambition. Elle entre plus précisément dans un projet lauréat intitulé « *Des hommes et des arbres, les racines de demain* » conduit par la Métropole du grand Nancy qui comprend 28 actions en tout sur dix ans.

Source : [Le Quotidien de la formation](#), Bénédicte Weiss, 29 novembre 2019.

### 16 codeurs, emblèmes du premier bilan du pacte régional de Grand Est

Jean-Marie Marx, Haut-commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi, a dressé le 12 novembre un premier bilan du pacte régional d'investissement dans les compétences dans le Grand Est en mettant 16 codeurs en lumière. Le pacte régional du plan d'investissement dans les compétences (Pric) a été signé en début d'année dans le Grand Est et Jean-Marie Marx, Haut-commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi, était le 12 novembre à Strasbourg pour un premier bilan. Le Pric Grand Est est doté de 1,2 milliard d'euros (675 millions de la Région et 556 millions de l'État) pour trois ans, soit jusqu'en 2022. 15 000 demandeurs d'emploi et jeunes peu ou pas qualifiés, directement ciblés par cet investissement, ont déjà pu se former. Accompagné du président de la région Jean Rottner, Jean-Marie Marx a ainsi rencontré les bénéficiaires du programme « Des étoiles et des femmes » (voir [article](#)) et est allé rendre visite à l'Access Code School (ACS), à Strasbourg. Cette école labellisée Grande école du numérique forme au métier de développeur Web et est accessible sans condition de diplôme.

### PROMOTION HETEROCLITE

Pour cette rencontre officielle, les 16 élèves de la promotion strasbourgeoise s'étaient soigneusement préparés : t-shirts floqués aux couleurs de l'école, animation graphique préparée pour l'occasion qui défilait sur grand écran, petit pitch de présentation pour chaque élève. Cette toute première promotion strasbourgeoise est hétéroclite. Âgés de 19 ans à 42 ans, la moitié des élèves ont un niveau bac ou infra bac, l'autre a un bac +2 et plus. Tous étaient sans emploi au moment de démarrer.

Ils ont été orientés par la mission locale ou Pôle emploi vers cette formation qui en six mois de cours et deux mois de stage, délivre un diplôme de niveau 3 (bac +2), dans un métier a priori très recherché. « *J'étais à un forum des métiers du numérique à Strasbourg, les développeurs Web étaient les profils les plus demandés* », a constaté une des élèves de l'ACS, Marion, 25 ans, qui malgré un master 2 en webmarketing ne trouvait pas d'emploi.

### DE NOUVELLES FAÇONS DE FORMER

La formation repose sur des méthodes innovantes, comme la pédagogie par projet (l'apprentissage se fait par la réalisation de projets plutôt que par la théorie) ou la classe inversée. Les personnes formées sont encadrées par un coach formateur. « *En plus des apprentissages du langage informatique, nous faisons intervenir des professionnels sur la prise de parole, nous leur donnons des outils pour les rendre autonomes et leur permettre de continuer à apprendre tout au long de leur vie* », explique Julie Mulot, coordinatrice. Cette nouvelle façon d'aborder la formation est appréciée par Jean-Marie Marx. « *Il est de plus en plus possible de s'adapter aux réalités du terrain et c'est une bonne chose. Au vu de la diversité des profils, il faut adapter les formations, inventer de nouvelles façons de former, apporter de la souplesse dans la manière de concevoir les programmes et d'accompagner les personnes. Les besoins des entreprises évoluent aussi* ». Le Haut-commissaire rappelle que le plan d'investissement dans les compétences vise les jeunes décrocheurs scolaires, les chômeurs de longue durée et les allocataires du RSA. Soit environ 5 millions de personnes, souligne-t-il, qui pourraient être concernées par des formations sur-mesure.

Source : [Le Quotidien de la formation, Coralie Donas - 15 novembre 2019.](#)

### La région Grand Est s'investit dans les formations sanitaires et sociales

Les élus de la Commission permanente, réunis le 11 octobre 2019, sous la présidence de Jean Rottner, ont accordé plus de 91,7 millions d'euros de subventions de fonctionnement pour les établissements et instituts de formations sanitaire et sociale.

Parmi les aides :

– *Aide aux instituts de formations sanitaires* : la Région Grand Est, ayant en charge le fonctionnement et l'équipement des instituts de formation sanitaire, a décidé d'attribuer une aide pour 2019 de 72,6 millions d'euros répartie ainsi 72,1 millions euros pour les instituts de formation sanitaires du Grand Est, 570 000 euros pour des projets d'équipements informatique ou multimédia pour favoriser le développement des usages numériques au sein de ces établissements, et des investissements immobiliers.

– *Aide aux établissements de formations sociales et aide à l'équipement pédagogique 2019* : la Région Grand Est a également décidé d'attribuer une subvention de fonctionnement pour 2019, à cinq établissements de formations sociales à hauteur de 14,7 millions d'euros

- *Plan d'actions Aides-Soignants en EHPAD* : pour faire face à un besoin important d'aides-soignants qualifiés en particulier dans le secteur de la gérontologie et au déficit d'attractivité du métier et de la formation, la Région Grand Est a lancé un ambitieux plan d'actions en collaboration avec les Départements et l'Agence Régionale de Santé du Grand Est afin de diplômer 200 aides-soignants supplémentaires pour exercer dans les EHPAD.

Source : [Conseil régional Grand Est, octobre 2019](#)



# CENTRE INFO AU SERVICE DES ACTEURS RÉGIONAUX

**Centre Info propose une information dédiée, actualisée et continue sur la mise en œuvre des politiques régionales de formation professionnelle, d'orientation, d'insertion et d'apprentissage des 18 collectivités territoriales:**

- la rubrique Régions sur [www.centre-info.fr](http://www.centre-info.fr) traite chaque jour de l'actualité du secteur en Région et y consacre des dossiers thématiques (PRIC, Covid-19...)
- le fil twitter [@inffo\\_regions](https://twitter.com/inffo_regions) (7000 followers) vous informe en temps réel des actualités et points de vue des acteurs
- la base de données « Formation et apprentissage en région » vous permet d'accéder aux mesures phare des politiques régionales (CPRDFOP, PRIC, conventions, aides régionales...)
- tous les 15 jours, le magazine *Info Formation* valorise les initiatives et innovations portées par les acteurs du secteur en région



**Centre Info met à la disposition des acteurs régionaux de nombreuses ressources en accès gratuit:**

- des dépliants et plaquettes pour mieux identifier les réseaux et structures du secteur de la formation, de l'orientation et de l'apprentissage
- des brochures réalisées en partenariat avec Régions de France <https://www.centre-info.fr/site-regions-formation/nos-publications>
- et pour assurer une veille complète, les dossiers documentaires et bases de données bibliographiques ([www.ressources-de-la-formation.fr](http://www.ressources-de-la-formation.fr))



Suivez Centre Info  
[www.centre-info.fr](http://www.centre-info.fr)

 [centreinfo](https://www.facebook.com/centreinfo) -  [centre-info](https://www.linkedin.com/company/centre-info) -  [@centreinfo](https://twitter.com/centreinfo)



